3e CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE DES ORGANES SPECIALISES
DANS LES AFFAIRES COMMUNAUTAIRES ET DU PARLEMENT EUROPEEN
(Rome, 1er - 2 octobre 1990)

Après avoir amplement débattu les aspects préparatoires ayant trait au déroulement de la Conférence des Parlements de la Communauté européenne, dans le cadre des décisions prises à Rome le 20 septembre 1990 par les Présidents des Parlements des Pays de la Communauté européenne et du Parlement européen, les représentants des Organes spécialisés dans les affaires communautaires des Parlements des Pays membres de la Communauté européenne et du Parlement européen, réunis à Rome les 1er et 2 octobre 1990, se sont penchés sur le thème du débat de la Conférence: "L'avenir de la Communauté. Les implications pour la Communauté européenne et les Etats membres des propositions relatives à l'Union économique et monétaire et à l'Union politique, en accordant une attention particulière au rôle des Parlements nationaux et du Parlement européen".

La Conférence a adopté les conclusions suivantes:

- A. Elle recommande que le débat sur le thème de la Conférence des Parlements de la Communauté européenne soit organisé par séances ayant pour objet les quatre sujets identifiés ci-dessous:
- I LES NOUVEAUX OBJECTIFS DE LA COMMUNAUTE:
 - l'Union économique et monétaire
 - l'Union politique
 - II LE RENFORCEMENT DE LA LEGITIMITE DEMOCRATIQUE:
 - renforcement à l'intérieur des Institutions communautaires
 - renforcement dans les relations entre la Communauté et les Etats membres
 - III LA REPARTITION DES COMPETENCES ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES ETATS MEMBRES
 - IV LES RELATIONS AVEC D'AUTRES PAYS ET INSTITUTIONS D'EUROPE
- B. Elle recommande aux Parlements qui souhaitent faire parvenir - pour le 31 octobre 1990, délai fixé par la réunion des Présidents des Parlements des Pays de la Communauté européenne et du Parlement européen du 20 septembre dernier - des contributions écrites à la préparation de la Conférence des Parlements de la

Communauté européenne, de tenir compte de la répartition dans les quatre sujets, dont question au paragraphe A plus haut et à propos desquels le Comité de Rédaction spécialement prévu a proposé les questions qui figurent dans la Liste ci-jointe en appendice et complétée par les questions supplémentaires indiquées par les participants à la Conférence.

- C. Elle invite les Présidents des Organes spécialisés des Parlements nationaux et le Parlement européen à se réunir à Rome le 12 novembre prochain, pour examiner les documents parvenus en vue de la Conférence des Parlements de la Communauté européenne, en faisant état de toutes les positions qui y seraient représentées.

**LISTE DES QUESTIONS OUVERTES ET AYANT TRAIT
AUX SUJETS DE BASE DONT ON ESTIME
QU'ELLES MERITENT D'ETRE APPROFONDIES**

(Cette liste comporte les points qui, sous forme de questions ouvertes, peuvent éventuellement entrer dans les quatre sujets de base indentifiés; l'agencement de ces points dans la liste ne reflète aucunement un ordre de priorité, mais est purement pratique.)

I LES NOUVEAUX OBJECTIFS DE LA COMMUNAUTE

- a) l'Union, économique et monétaire
 - a.1) Calendrier des étapes pour la réalisation de l'Union économique et monétaire;
 - a.2) convergence des politiques économiques et budgétaires;
 - a.3) formes de financement de la Communauté et harmonisation fiscale;
 - a.4) contrôle démocratique sur les nouvelles institutions monétaires;
- b) l'Union, politique
 - b.1) sécurité et politique extérieure;
 - b.2) politique sociale;
 - b.3) politique régionale;
 - b.4) environnement;
 - b.5) culture.

II LE RENFORCEMENT DE LA LEGITIMITE DEMOCRATIQUE

- a) renforcement à l'intérieur des Institutions communautaires
 - a.1) rôle constituant du Parlement européen;
 - a.2) pouvoir d'initiative et de décision en matière législative au Parlement européen;
 - a.3) pouvoir d'investiture de la Commission par le Parlement européen;
 - a.4) transparence des décisions du Conseil;
 - a.5) citoyenneté européenne;

- a.6) élargissement des compétences exécutives de la Commission et "contrôle" de ses compétences législatives;
- b) renforcement dans les relations entre la Communauté et les Etats membres
 - b.1) rôle des Parlements nationaux;
 - b.2) institutionalisation de la coopération entre les Parlements de la Communauté;
 - b.3) institution d'un Secrétariat permanent pour les organes spécialisés dans les affaires communautaires;
 - b.4) information des Parlements nationaux sur l'activité de la Commission et du Parlement européen;
 - b.5) adaptation du système interne au droit communautaire et contrôles y relatifs;
 - b.6) rôle de la Cour de Justice et de la Cour des Comptes dans l'application du droit communautaire.

III REPARTITION DES COMPETENCES ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES ETATS MEMBRES

- 1) efficience et efficacité;
- 2) définition du principe de subsidiarité;
- 3) répartition des compétences aux niveaux européen, national et régional;

IV LES RELATIONS AVEC D'AUTRES PAYS ET INSTITUTIONS D'EUROPE

- 1) relations avec l'AELE;
- 2) relations avec la OSCE;
- 3) relations avec l'Europe centrale et de l'Est;
- 4) relations avec l'UEO;
- 5) relations avec le Conseil de l'Europe;
- 6) adhésion ou association de nouveaux Etats;
- 7) les frontières de la Communauté.

Les propositions suivantes, modificatives ou additives, ont été avancées au cours de l'examen du document qui précède.

I LES NOUVEAUX OBJECTIFS DE LA COMMUNAUTE

- a) l'Union économique et monétaire et la cohésion économique et sociale
Belgique, Portugal, Espagne, France, Italie, Grèce
- a.1) Calendrier et conditions pour la réalisation de l'Union économique et monétaire;
Pays Bas
- a.3) formes de financement de la Communauté;
Danemark
- a.5) élargissement du vote à majorité;
Allemagne, Luxembourg
- a.6) la cohésion économique et sociale;
Portugal, Grèce
- a.7) politique régionale;
Grèce: en conséquence, supprimer le point b.3) suivant
- a.8) environnement;
Grèce: en conséquence, supprimer le point b.4) suivant
- b.1.bis) renforcement de la coopération politique;
Italie
- b.2) politique sociale et de l'éducation;
Portugal

II LE RENFORCEMENT DE LA LEGITIMITE DEMOCRATIQUE

a.1) le rôle constituant du Parlement européen est-il admissible?

France, Danemark. L'Italie s'oppose à ce que le point a.1) soit remis en cause

a.1.bis) révision des Traités CEE ou conclusion de nouveaux Traités?

Italie

a.2.bis) pouvoir de co-décision;

Italie

a.3) le pouvoir d'investiture de la Commission par le Parlement européen est-il admissible?

France, Danemark. L'Italie s'oppose à ce que le point a.3) soit remis en cause

a.4) transparence du processus décisionnel des institutions communautaires;

Pays-Bas, Danemark

a.6) élargissement des compétences exécutives de la Commission et contrôle de ses compétences législatives et exécutives;

Parlement européen, Italie, Allemagne

a.7) information sur l'activité des Institutions communautaires;

Italie

b.1) rôle européen des Parlements nationaux;

Belgique. L'Italie s'y oppose

b.1.bis) transformation du Conseil en Chambre des Etats/Conseil de l'Union;

Italie

b.2) supprimer le point b.2);

Italie

b.2) institution du Sénat européen;

France, Portugal. L'Italie s'y oppose

b.3) supprimer le point b.3);

Italie, Royaume-Uni

b.3) le Secrétariat des Organes spécialisés dans les affaires communautaires est assuré par les Secrétariats des Parlements de la "troika" et par celui du Parlement européen;

Parlement européen

b.3) réserver à la 4e Conférence interparlementaire des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et du Parlement européen l'approfondissement de la question des relations entre les Organes spécialisés, le Parlement européen et les autres Institutions de la Communauté;

Royaume-Uni

b.5) adaptation du système interne au droit communautaire et contrôles et sanctions y relatifs;

Pays-Bas

III REPARTITION DES COMPETENCES ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES ETATS MEMBRES

III LES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE ET DES ETATS MEMBRES

Espagne, Belgique

2) mise en oeuvre du principe de subsidiarité;

Allemagne, Pays-Bas. Le Luxembourg s'y oppose

3) répartition des compétences au niveau européen et national;

France

4) rapport entre les niveaux européen, national et régional;

Italie

IV LES RELATIONS AVEC D'AUTRES PAYS ET INSTITUTIONS D'EUROPE

IV LES RELATIONS AVEC D'AUTRES PAYS ET INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Allemagne, Danemark et Luxembourg

8) formuler de nouveau les points n. 1 au n. 7 du n. IV comme suit:

1. adhésion ou association de nouveaux Etats;
2. relations avec l'AELE;
3. relations avec le Conseil de l'Europe;
4. relations avec l'Europe centrale et de l'Est;
5. relations avec la CSCE;
6. relations avec l'UEO;

Parlement européen

9) relations avec l'OTAN;

Allemagne, Danemark, Portugal, Luxembourg, Pays-Bas

10) relations avec les Pays en voie de développement;

Pays-Bas

11) question des compétences des Institutions communautaires en matière de relations extérieures.

Pays-Bas